Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de l'environnement

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

cerfa
N° 14734*03

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :	Dossier complet le :	N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Création d'un ensemble commercial "Les Terrasses du Saut du Doubs" à Villers-le-Lac (25)

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale : VERMOT INVEST FRANCE

Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale : Henri VERMOT, gérant

RCS / SIRET : 8 8 3 0 6 7 3 0 8 0 0 0 1 4

Forme juridique : SCI

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie *(Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)*
n°39 a)	Projet de construction d'un bâtiment commercial de près de 12 330 m² de surface de plancher sur un terrain d'assiette de l'ordre de 1 hectare + parking paysager pour le personnel de 50 places sur un terrain de 2 454 m² situé à environ 100 m au Sud de l'entrée du centre commercial.
n°41 a)	Aire de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus : le projet compte 254 places de stationnement voitures et 8 places 2 roues motorisés dans le bâtiment commercial .

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet prend place sur le site de l'ancienne usine Vermot constructions dont les bâtiments seront démolis à savoir l'atelier, un hangar, le bâtiment administratif qui comporte des appartements, des garages et une ancienne maison qui n'est plus habitée (cf. historique du site en annexe 12).

Le projet consiste à construire un centre commercial de l'ordre de 12 330 m² de surface de plancher, comprenant :

- une enseigne de supermarché qualitative avec une surface de vente de 3 105 m² en rez-de chaussée avec un Drive (+ une réserve de près de 2 100 m² + près de 400 m² de bureaux) et les locaux techniques,
- en R+1 : une galerie commerciale de 10 à 12 commerces complémentaires à ceux implantés en centre-village pour une surface de vente de 1 490 m² ainsi que 2 espaces de petite restauration et 65 places de stationnement closes et couvertes,
- en R+2 : un étage entièrement dédié au stationnement avec 159 places closes et couvertes,
- en R+3 : des cellules de bureaux (2 176 m²), un local commercial à vocation d'exploitation d'une salle de sports (531 m²) et un restaurant de 375 m² (+ 147 m² de cuisine). Ce dernier niveau sera en retrait par rapport aux niveaux inférieurs afin de respecter les dispositions du PLU tout en permettant l'aménagement d'une large terrasse.

Le projet est accessible depuis la rue des Terres Rouges. Les 2 accès carrossables existants sont conservés.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

4.2 Objectifs du projet

Le projet de création d'un ensemble commercial s'implantera au Sud de la commune de Villers-le-Lac, en lieu et place d'une ancienne friche industrielle, permettant ainsi de dynamiser et de requalifier cette entrée de ville et d'améliorer la qualité urbaine de ce site.
De par sa nature et son offre commerciale, le projet offrira aux habitants de la zone de chalandise une réponse moderne et adaptée à leurs besoins de consommation courants. De fait, il permettra de fixer la clientèle sur son lieu de vie et ainsi limiter l'évasion commerciale vers les pôles majeurs de Pontarlier ou Valdahon.
L'insertion dans l'environnement comme les efforts en lien avec le développement durable seront également un atout pour favoriser au mieux l'intégration de ce projet sur la commune.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

La durée des travaux est estimée à 23 mois, avec :
- une première phase d'installation de chantier et de démolition avec désamiantage des 5 bâtiments/hangar sur 1,5 mois,
- puis les terrassements et réalisation des fondations sur 4,5 mois,
- puis la construction du bâtiment.

La zone de chantier sera circonscrite à l'intérieur de l'emprise du site du projet, avec la présence d'engins de travaux classiques et d'installations de chantier traditionnelles. Le diagnostic amiante préalable a d'ores et déjà été réalisé et de l'amiante repérée au niveau des toitures . Les précautions nécessaires et réglementaires seront mises en œuvre pour ne pas exposer les riverains, pour les entreprises intervenant sur le chantier et pour le transport/traitement de ces déchets.

Les travaux seront réalisés suivant une charte de chantier à faibles nuisances (gestion différenciée des déchets de chantier, réduction du bruit de chantier, réduction des pollutions de la parcelle et du voisinage, maîtrise des autres nuisances de chantier). Un balayage systématique des voiries publiques sera assuré en cas de dégradation pendant les travaux. Les horaires imposés pour les travaux bruyants seront respectés (en ce qui concerne les travaux de chantiers menés par des professionnels, ils sont autorisés de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 20h00 sauf les dimanches et les jours fériés suivant l'arrêté préfectoral du 19/04/2005).

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Le projet de construction des "Terrasses du Saut du Doubs" et du parking du personnel sont accessibles depuis la rue des Terres Rouges. Une première entrée desservira la maison d'habitation conservée et les quais de déchargement. La seconde entrée se fera sur un axe communal aménagé par le porteur du projet dans le cadre d'une cession de parcelle à la commune et de convention d'aménagement. L'aménagement de la route et des protections visuelles et acoustiques vis-à-vis de la parcelle voisine sera réalisé par le porteur du projet. Cette seconde entrée desservira les accès des parkings en R+1 à R+3 par l'arrière du bâtiment projeté. Le parking du personnel sera végétalisé afin d'atténuer son impact visuel en bordure de voirie. Différentes strates végétales seront employées afin de fondre le parking au sein de son environnement champêtre. Les places de stationnement seront également engazonnées afin de multiplier les espaces végétalisés et préserver la perméabilité du sol. 8 arbres seront abattus et 20 sujets seront plantés. Pour le bâtiment, une partie de la façade sera végétalisée (556 m² de mur végétalisé) et sera visible par les automobilistes allant en direction du centre-ville. Les abords du centre commercial seront également végétalisés d'une strate végétale basse. Les essences choisies seront locales et adaptées au milieu selon les contraintes du sol, d'exposition ou encore de température. La galerie commerciale sera occupée par des commerces de bricolage, chaussures, fleuriste, serrurier, parfumerie/esthétique, décoration, parapharmacie, pressing, vêtement, vêtement sport, coiffure, opticien, caviste, produit régionaux, crêperie/restaurant, ... Le principal matériau utilisé pour la construction sera le bois (essences locales). Le magasin situé au RDC sera équipé d'une centrale de production de froid commercial, tout CO2, avec récupération de la chaleur rejetée par les condenseurs pour produire du chauffage et de l'eau chaude sanitaire (ECS). En complément de la récupération de chaleur, il est prévu d'installer une production d'eau chaude par chaudière à granulés bois, secourue par une chaudière à condensation, haut rendement, alimentée au gaz naturel. Les boutiques pourront être chauffées par la production générale ou par des pompes à chaleur air-air à haute performance énergétique (pour diminuer les consommation énergétiques et l'impact en CO2). 1 679 m² de panneaux solaires recouvriront une partie de la toiture terrasse pour autoconsommation par le centre commercial.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?
La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le projet est soumis à une procédure de permis de démolir et permis de construire valant Autorisation d'Exploitation Commerciale.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Terrain d'assiette du centre commercial + parking du personnel	9 421 + 2 454 = 11 875 m²
Surface de plancher existante démolie	1 876 m²
Surface de plancher construite	environ 12 330 m²
Nombre d'étages - hauteur max	R+3 soit 4 niveaux - 17,60 m max
Nombre de places (pl.) de stationnement dans le bâtiment	254 pl. voitures + 8 pl. 2 roues motorisées (dont 7 pl. PMR et 6 pl. avec bornes de recharge électrique)
Nombre de places de stationnement pour le personnel	50 places perméables

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation

Rue des Terres Rouges
25 130 Villers-le-Lac

Parcelles n°232 et 233 pour le parking du personnel
et parcelles n°113, 114, 178, 179, 239, 240, 241 et 242 (anciens numéros) et n°396, 399, 178, 400, 239, 240, 403 et 405 (nouveaux numéros) pour le centre commercial.

Coordonnées géographiques[1] **Long.** 0 6 ° 4 0 ' 0 4 " E **Lat.** 4 7 ° 0 3 ' 1 9 " N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), b) 9°a),b),c),d), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ : **Long.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _ **Lat.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _
Point d'arrivée : **Long.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _ **Lat.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _
Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ? Oui ☐ Non ☒

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ? Oui ☐ Non ☐

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.
Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	☒	☐	Le site du parking du personnel est localisé en bordure de la ZNIEFF de type I "Plaine alluviale du Doubs à Morteau" (430007823).
En zone de montagne ?	☒	☐	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	☐	☒	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	☐	☒	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	☒	☐	Villers-le-Lac est inclus dans le territoire du PNR du Doubs Horloger classé par décret du 4 septembre 2021. Le projet du PNR repose sur la notion de Haute-Valeur qui est le fil rouge de sa charte construite sur ces 4 axes : • Renforcer la Haute Valeur Patrimoniale du Doubs Horloger ; • Renouveler la dynamique du territoire pour une Haute Qualité du cadre de vie ; • Développer une économie durable pour un territoire à Haute Valeur Ajoutée ; • Fédérer les acteurs pour une Haute Valeur Territoriale.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	☒	☐	Le territoire de Villers-le-Lac est concerné par le PPBE du Doubs approuvé le 24 juillet 2019. Sur la commune, il porte sur la RD 461, sur sa partie à l'Ouest du carrefour giratoire avec la RD2E1, au Sud du projet.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	☐	☒	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	☒	☐	Le site du parking du personnel est sur un secteur en remblais (vraisemblablement aménagé avec la déviation de la RD 461) qui est situé en zone humide (prairies humides) suivant l'inventaire régional des zones humides de Franche Comté. Des investigations ont été menées sur les 2 sites du projet et 2 petites zones humides de 36 et 5 m² ont été délimitées suivant le critère floristique sur la zone de remblais où est prévu le parking du personnel. (cf. diagnostic écologique en annexe 7)

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	☒	☐	Cf. rédaction en annexe 13
Dans un site ou sur des sols pollués ?	☐	☒	Deux sites BASIAS sont répertoriés à proximité du projet (entreprise FFB et garage Citroën - cf. 1 et 2 sur carte en annexe 5).
Dans une zone de répartition des eaux ?	☐	☒	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	☐	☒	
Dans un site inscrit ?	☐	☒	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	**Oui**	**Non**	**Lequel et à quelle distance ?**
D'un site Natura 2000 ?	☐	☒	Les sites Natura 2000 les plus proches (cf. carte en annexe 6) sont localisés à : - environ 11 km au Nord-ouest : ZSC FR 4301298 et ZPS FR4312017 "Vallée du Dessoubre, de la Réverotte et du Doubs"; - environ 12 km au Nord-est : ZSC FR4301287 "Tourbières des Cerneux-Gourinots et zones humides environnantes, les Seignes des Guinots, le Verbois".
D'un site classé ?	☐	☒	Les sites classés "Le Col des Roches" et "Les Bassins du Saut du Doubs" sont situés à 3,9 km à l'Est au niveau de la frontière Suisse pour le premier et à 3 km au Nord-est plus à l'aval sur le cours du Doubs pour le second.

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?
Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? *Appréciez sommairement l'impact potentiel*
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	☒	☐	Le projet de construction n'engendrera pas de prélèvements d'eau directement dans la nappe ou le sous-sol et sera raccordé au réseau de distribution existant sur la commune de Villers-le-Lac et géré par le Syndicat intercommunal des eaux du Haut Plateau de Russey.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	☐	☒	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	☒	☐	Cf. rédaction en annexe 13
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	☐	☒	Le matériau de construction dominant est le bois issu de filière locale.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	☐	☒	Suivant les enjeux identifiés dans le diagnostic écologique mené sur le site (cf. en annexe 7) et avec la mise en œuvre d'un calendrier adapté pour la démolition des bâtiments et des mesures proposées (cf. 6.4.), le projet n'entraînera pas de perturbation, dégradation ou destruction de la biodiversité existante.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	☐	☒	

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	☐	☒	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	☐	☒	Le projet prend place au droit des anciennes installations ateliers/usine Vermot Constructions bois rue des Terres Rouges (charpente, menuiserie, couverture, construction de chalets) et sur un remblais qui sert en partie de parking face au garage Citroën. Le projet permet la reconversion de cet ancien site d'activités de Vermot Constructions, dont les terrains sont classés en zone Uz (zone urbaine à vocation artisanale et industrielle) au PLU de Villers-le-Lac, favorisant ainsi le renouvellement urbain (visant le zéro artificialisation nette) et permettant la création d'environ 200 emplois.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	☐	☒	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	☒	☐	Villers-le-Lac est située en zone de sismicité modérée 3. Le projet est situé en zone d'aléa moyen au risque de retrait-gonflement des argiles. Une partie du site est localisé en zone de recommandations du PPRi du Doubs amont. Le projet respecte le niveau minimal d'implantation de plancher recommandé (755,02 + 30cm) et le parking du personnel est partiellement localisé en zone rouge dans laquelle les aires de stationnement sont admises sous conditions (cf. plan en annexe 9). Pour mémoire ce parking est situé sur un remblais existant au dessus du TN. Le potentiel radon est de catégorie 1.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	☐ ☐	☒ ☒	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	☒	☐	Impact temporaire en phase chantier avec le trafic des véhicules de chantier (démolitions puis phase de construction) . En exploitation : cf. étude de trafic et de stationnement en annexe 10 qui conclut que l'impact du projet sur la hausse des trafics (consommateurs et livraisons) est négligeable sur le fonctionnement circulatoire de la voirie environnant le centre commercial, y compris durant les heures d'affluence majeure des consommateurs.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	☒ ☐	☐ ☒	Une hausse des niveaux sonores en phase chantier est attendue, comme pour tous travaux. Les émergences de bruit respecteront la réglementation afin de ne pas nuire à l'environnement du projet et notamment aux riverains. En phase de "fonctionnement", les niveaux sonores attendus ne sont pas de nature à engendrer un risque pour la santé humaine par le biais d'une augmentation excessive des niveaux pour les riverains. Un aménagement visuel et acoustique sera réalisé en limite de la voie d'accès communale.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	☐ ☐	☒ ☒	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	☒ ☐	☐ ☒	Le projet pourra engendrer des vibrations, temporaires, seulement pendant la phase de chantier.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	☒ ☐	☐ ☒	L'activité sera principalement diurne, seul le restaurant aura une activité étendue en soirée. Il est prévu la mise en place d'un éclairage raisonné, haute performance et à faible consommation. L'éclairage naturel sera privilégié. Selon la réglementation, les enseignes et vitrines des magasins devront être éteintes entre 1h (ou une heure après la fermeture- fin d'occupation des locaux) et 6 h (ou une heure avant le début de l'activité si celle-ci s'exerce plus tôt). La gestion sera réalisée par commande centralisée des enseignes par interrupteur crépusculaire et horloge - programmateur horaires multicanaux.
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	☐	☒	
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	☒	☐	Le projet prévoit un dévoiement du réseau qui collecte actuellement le BV amont. Le projet prend place sur un site en partie imperméabilisé. Les surfaces imperméabilisées sont augmentées de 30 %. Le rejet se fera au réseau existant avec un système de régulation (rétention de 109 m3) et un débit de fuite limité à 2 l/s/ha. Au niveau du parking salarié, il est prévu de limiter au maximum l'imperméabilisation (dalle engazonnées places de stationnement et voie d'accès en gravier). Cf. note technique concernant la gestion des eaux pluviales en annexe 11
	Engendre-t-il des effluents ?	☒	☐	Les eaux usées seront collectées et renvoyées vers le réseau d'assainissement collectif existant sur le territoire pour être traitées au niveau de la station d'épuration située à Villers-le-Lac et d'une capacité de 5 700 EH.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	☒	☐	Des déchets sont attendus en phase chantier, comme pour tous travaux. Ils seront triés et gérés suivant la charte de chantier à faibles nuisances. La production de déchets non dangereux en phase d'exploitation correspond classiquement à celle des emballages cartons-plastiques principalement mais aussi déchets issus de la restauration. cf. suite en annexe 13

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	☐	☒	Le projet est construit en lieu et place de bâtiments d'activités, en milieu urbain. Il est en dehors de tout site classé, inscrit ou périmètre de protection de monument historique. On notera que l'ensemble du territoire de Villers-le-Lac forme une ZPPA suivant l'arrêté du 30/07/2018 avec un seuil de saisine de 1000 m². Le SRA sera donc saisi lors des permis de démolir et de construire. Le travail des architectes-paysagistes dans le respect des règles d'urbanisme, avec le bois comme matériau principal, garantit une bonne intégration du projet en entrée de ville, améliorant les qualités urbaines du site.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	☐	☒	Le projet engendre des modifications sur les activités humaines puisqu'il est situé en milieu urbain sur un site occupé par d'anciens bâtiments d'activités (anciens ateliers de charpenterie Vermot) dont un comprend des logements (les habitants seront relogés par le propriétaire avant sa démolition) et qu'il permet sa reconversion, dans un secteur classé en zone Uz (zone urbaine à vocation artisanale et industrielle) au PLU de Villers-le-Lac. Cf. historique du site et son évolution en annexe 12. Le projet permet la création d'environ 200 emplois (enseigne supermarché, galerie commerciale, bureaux, ...).

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ **Non** ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

Aucun projet, tel que relevant du II 5°e) de l'article R.122-5 du Code de l'Environnement, et pouvant avoir des incidences cumulées avec le projet d'aménagement présenté ici, n'est connu à ce jour (suivant consultation des sites internet de la Préfecture du Doubs pour les dossiers d'autorisation "Loi sur l'Eau" / autorisation environnementale et de la DREAL Franche-Comté et du CGEDD pour les projets ayant fait l'objet d'une étude d'impact avec avis de l'AE).

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ **Non** ☒ Si oui, décrivez lesquels :

Le projet sera fréquenté en partie par la clientèle Suisse (environ 30 %) mais ne devrait pas générer de flux de déplacements supplémentaires, car il captera une partie des flux existants de clients qui vont d'ores et déjà effectuer leurs achats d'alimentaire en France. Il permettra pour ceux-ci de réduire les distances, puisque le projet se trouve sur une commune frontalière.

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

cf. annexe 13

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Au regard du formulaire, et compte tenu de la superficie envisagée du projet, de sa situation en milieu urbain, sur un ancien site d'activités, et de la prise en compte des enjeux écologiques (zone humide) et des enjeux liés aux risques d'inondation (respect du PPRi), nous pouvons estimer que le projet ne nécessite pas la réalisation préalable d'une étude d'impact. L'aménagement envisagé tient compte de l'urbanisation environnante. Le projet permet la reconversion d'une "friche" industrielle, sans engendrer de consommation de terrains naturel ou agricole, luttant ainsi contre l'étalement urbain et visant l'objectif du "zéro artificialisation nette" tout en proposant une offre commerciale qualitative à l'entrée de Villers-le-Lac, dans une zone dédiée aux activités économiques, proche du centre-ville et reliée directement à la RD 461, principal axe de communication reliant Morteau à la Suisse.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié** ;	☒
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	☒
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	☒
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories *5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement* un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	☒
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux *5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :* plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	☒
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	☒

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 7 : Diagnostic écologique réalisé par SAGE Environnement, août 2020 - se rapportant aux parties 5, 6.1. et 6.4.
Annexe 8 : Insertions paysagères du projet, Les Architectes du Paysage, mars 2021 - se rapportant à la partie 6.1.
Annexe 9 : PPRi du Doubs amont - se rapportant aux parties 5. et 6.1.
Annexe 10 : Etude de circulation, Trec Service, 2021 - se rapportant à la partie 6.1.
Annexe 11 : Gestion des eaux pluviales, note technique, cabinet Reilé, juillet 2021 - se rapportant à la partie 6.1.
Annexe 12 : Historique du site Vermot Constructions aux Terres Rouges - se rapportant aux parties 4.1.,5 , 6.1., 6.4.
Annexe 13 : Compléments de réponse se rapportant aux parties 5. page 5/11, 6.1. pages 6/11 et 8/11 et 6.4. page 10/11

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☒

Fait à Villers-le-Lac le, 26 octobre 2021

Signature

